

MISSION DES SERVICES PENITENTIAIRES  
DE L'OUTRE-MER

CENTRE DE DETENTION LE PORT

Le Port, le 13 août 2020

**Décision portant délégation de signature**

Vu le code procédure pénale, notamment ses articles R.57-6-24 et R.57-7-5 ;

Vu l'article 7 de la n°78-753 du 17 juillet 1978 ;

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

Vu l'arrêté de la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice en date du 30 décembre 2014, portant nomination de M. Patrice PUAUD, en qualité de Directeur fonctionnel des services pénitentiaires. Chef d'établissement du Centre de Détention Le Port à compter du 16 février 2015 ;

Vu l'arrêté du Ministre de la Justice en date du **25 juillet 2017**, nommant **Madame Florence ARMAND épouse DALLEAU, Première surveillante** au Centre de Détention Le Port à compter du **01 décembre 2017** ;

Monsieur Patrice PUAUD, Chef d'établissement du Centre de détention Le Port

Décide :

Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Florence ARMAND épouse DALLEAU**, Première surveillante, aux fins de :

- utiliser les moyens de contrainte visés aux articles 803. R.57-6-20 article 7 et D.294 du code de procédure pénale
- prendre une décision d'exclusion d'une activité sportive pour des raisons d'ordre et de sécurité en vertu des dispositions de l'article R.57-6-20 article 20 du code de procédure pénale ;
- décider de la suite à donner aux requêtes et plaintes présentées par les personnes détenues en vertu des dispositions de l'article R.57-6-20 article 34 du code de procédure pénale ;
- décider des mesures d'affectation des personnes détenues en cellule en vertu des dispositions de l'article R.57-6-24 du code de procédure pénale ;
- décider des mesures de retrait, pour des motifs de sécurité, des objets et vêtements habituellement laissés aux personnes détenues, ainsi que des médicaments, matériels et appareillages médicaux, en vertu des dispositions de l'article R.56-7-24 du code de procédure pénale ;
- décider de placer les personnes détenues à titre préventif en confinement en cellule individuelle ordinaire ou en cellule disciplinaire en vertu des dispositions de l'article R.57-7-18 du code de procédure pénale ;
- suspendre à titre préventif l'exercice de l'activité professionnelle d'une personne détenue en vertu des dispositions de l'article R.57-7-22 du code de procédure pénale ;
- mettre en œuvre les mesures de fouilles des personnes détenues en vertu des dispositions de l'article R.57-7-79 du code de procédure pénale ;
- déroger au régime de l'encellulement individuel dans les conditions prévues aux articles D.93 et D.94 du code de procédure pénale ;
- suspendre, réintégrer et déclasser une personne détenue de son activité professionnelle dans les conditions fixées à l'article D.432-4 du code de procédure pénale ;

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Saint-Denis.

Le chef d'établissement,

Patrice PUAUD

